

Suite de la page 7

Sur un corps électoral de plus de 23 millions d'inscrits, presque 68% d'électeurs (dont 2 millions ont voté blanc ou nul) ont exprimé un rejet net des politiques officielles comme des programmes de l'opposition, une sanction qui a touché les partis participationnistes,

L'opposition ne se réveilla, réellement, de sa léthargie qu'à partir de la suppression de la limitation des mandats et, avec plus de vélocité, lorsque, frappé par une maladie invalidante, le président Bouteflika se porta, en 2014, candidat à un quatrième mandat.

islamistes et identitaires, dans une mesure proportionnellement voisine de celle des partis au pouvoir : le FLN – avec 1 700 000 voix – n'a réussi à recueillir qu'à peine un peu plus de la moitié des 3 millions des suffrages obtenus par le FIS en 1991.

Ces résultats, auxquels l'administration et les grands partis concurrents ne s'attendaient pas, ont débouché sur une Assemblée nationale illégitime et, en plus, éclatée entre plusieurs petites formations et élus indépendants : 28 micro-partis, inconnus sur la scène politique, se sont vu attribuer de 1 à 4 sièges.

• Toute la classe politique est obligée de revoir sa copie, face à la reconduction de ce statu quo.

Que fera l'opposition dont la seule satisfaction – en particulier du côté du MSP qui a assuré sa position de leadership au sein de la mouvance islamiste avec un Abderazak Mokri⁽¹⁹⁾, sa nouvelle figure de proue, vainqueur de l'épreuve qui l'opposait aux partisans de l'entrée au gouvernement – est d'avoir limité la casse ? Va-t-elle recoller les morceaux de la CNLTD, volée en éclats, en raison de la disparité de ses composantes et de la guerre des egos de ses chefs ? Ira-t-elle jusqu'à réviser sa stratégie en retournant à l'oppositionnisme radical avec la volonté de remettre à jour les anciennes alliances ?⁽²⁰⁾

Cinq indicateurs qui aident à éclaircir ce à quoi renvoient ces questions se sont invités dans le débat ouvert au lendemain de ces élections :

a- Les partis islamistes engagés dans

un processus de recomposition constituent, malgré le recul de certains d'entre eux, la troisième force politique du pays, attestant l'islamisation de la société et le travail, en profondeur, accompli, dans ce sens, par ces formations.

b- Corollairement, ce positionnement, semble avoir, définitivement, débouté l'ex-FIS de la prétention de se voir réha-

biliter, sous une autre appellation. Lui qui avait caressé, un temps, l'espoir d'une réinjection dans le circuit politique, sans avoir concédé une autocritique en bonne et due forme, est recalé, sans appel.

c- Les partis identitaires ont subi, en la circonstance, une déroute qui leur donne, sérieusement, à réfléchir à un rebattage de cartes d'une urgence signalée : soit ils se redéploient avec des programmes nationaux plus que régionalistes – le FFS s'y essaye depuis le lancement de son idée de consensus – et de se battre, pied à pied, contre l'hégémonisme des partis du pouvoir en s'affranchissant de la culture du ghetto et en s'enracinant dans toutes les wilayas du pays, soit des fractions importantes de leurs troupes balanceront, par dépit, du côté du MAK.

La Présidence de la République, par la voix de son directeur de cabinet et secrétaire général du RND, leur a suggéré, durant la campagne électorale, de plancher sur le thème de «la décentralisation», une façon de leur indiquer l'existence d'une alternative potentielle de nature à les régénérer.

d- La gauche marxiste, la grande absente de ces «décantations», n'a pas eu voix au chapitre. «Empêchée» d'y participer ou boudée par l'électorat, elle ne trouve pas mieux que d'en appeler, de nouveau, comme à chaque lendemain de défaite, à «une impérative alliance des forces démocratiques».

e- Isolé, le pouvoir d'Etat est, lui aussi, obligé de se remettre en question. Il lui est impossible de continuer à surfer

sur un point d'équilibre politique aussi décalé et instable que celui – intenable – sur lequel il s'est archibouté, ces dernières années. Le réalisme lui recommande d'intégrer dans sa stratégie de parachèvement de la construction de l'Etat national les forces patriotiques et démocratiques auxquelles il doit s'allier pour se protéger de l'invasion de ses centres nerveux par les activistes du capitalisme informel, principal agent de la dévalorisation du sens de l'Etat ainsi que de l'exercice sain de la politique.

Le nouveau gouvernement, formé après le désaveu populaire du 4 mai 2017, semble avoir été le résultat d'un déplacement d'axe observé, dans cet esprit, par les messianiques qui ont décidé d'écarter de l'Exécutif les têtes de pont du capitalisme informel et du capitalisme ultralibéral, et ce, pour le compte du capitalisme d'Etat, brutalement réveillé par les dérives dangereuses de ses récents alliés.

Les messianiques – le cœur nucléaire du système – sauront-ils aller plus loin, et chercher avec les Algériens représentatifs une solution qui inclurait l'ANP dans une large alliance nouée, dans le respect des différences, pour hisser l'Algérie au rang de démocratie qu'el-

qu'elle est le véritable facteur du développement économique, scientifique et technologique auquel le peuple algérien aspire ? Il est grand temps qu'ils s'y mettent et prévoient, au terme de leur dernière mission, de rentrer dans les rangs, avec le sentiment d'avoir accompli leur «devoir», dans le fracas d'une Histoire entre cendres et diamants. A charge pour la société, diverse et libre de ses choix, de prendre le relais. On pourra, à ce moment-là, dire, à raison, que celle-ci n'a eu que la gouvernance qu'elle méritait.

Conclusion

Conclure sur l'opposition politique en Algérie, une réalité mouvante en pleine projection, serait la limiter dans le temps et dans l'espace, alors qu'elle a, devant elle, tellement d'opportunités favorables pour évoluer et prospérer, en relation avec une société qui n'a pas encore achevé sa formation, traversée par des luttes ouvertes ou latentes. Elle est mandée de le faire parce que sa responsabilité est, pour la part qui lui revient, de parfaire les structures et le rendement de l'Etat encore contré par les fortes survivances de la féodalité ainsi que par cer-

L'opposition, affaiblie par une longue guerre de tranchées, en a fait les frais, avec cette particularité qu'elle a accepté, dans une attitude de passivité coupable, de dépendre du pouvoir d'Etat, en tout, de l'organisation de l'encadrement juridique de son propre fonctionnement, sans concertation de bonne foi, jusqu'au financement de ses activités et de ses campagnes électorales en passant par la sécurisation et l'hébergement de ses dirigeants dans les résidences d'Etat.

le mérite, amplement, au titre de sa glorieuse Révolution ? Cesseront-ils de s'entêter à faire dans le lent et laborieux «accompagnement pédagogique» du peuple algérien – tenu, encore, pour mineur – vers une démocratie à laquelle ils ne croient pas vraiment – les généraux birmans n'y croyaient pas non plus – et dont ils savent pourtant très bien,

taines de ses excroissances absolutistes soutenues par la coalition des intérêts étrangers qui refusent de voir émerger, aux frontières terrestres et maritimes de leurs pays, une puissance régionale développée, entièrement souveraine, avec les arbitrages internationaux de laquelle ils seraient bien obligés de s'accommoder.

B. M.

NOTES :

18) Quatre partis politiques algériens sont dirigés par des femmes : le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune, le Mouvement pour la jeunesse et la démocratie de Mahjoubia Chalabia, El-Adl oua El-Bayan de Naïma Salhi et le Front pour le changement et le progrès de Zoubida Assoul.

19) Abderazak Mokri, médecin et juriste formé à l'Université de Sétif, est un politicien pragmatique. Depuis son élection à la tête du MSP au 5^e congrès de mai 2013, il s'est imposé comme un des chefs de file de l'opposition. Hostile au 4^e mandat du président Abdelaziz Bouteflika, il a fait le pari de quitter le confort de la coalition gouvernementale pour la voie risquée de la contestation. Sa ligne critiquée par les partisans de Bouguerra Soltani a remporté, en

mai 2017, une victoire incontestable, à la suite du rejet par le majlis echoura de la proposition du gouvernement de rejoindre ses rangs, après les élections législatives de 2017.

20) L'opposition est, aujourd'hui, placée devant le défi de la relève. Ses chefs qui sont aux commandes, depuis plus de vingt ans, sont invités avec insistance à passer le témoin à de jeunes directions – le RCD l'a fait – s'ils veulent accorder leurs actes avec le credo démocratique qu'ils agitent depuis 1989.

Publicité

PENSÉE

2009 - 2017, le 6 juin, huit ans déjà que nous a quittés pour le repos éternel et pour un monde meilleur, notre époux, père et grand-père



AMAROUCHE
MOKHTAR

En ce douloureux souvenir, nous pensons à toi car tu demeures toujours parmi nous.

Repose en paix papa, repose en paix djeddou.

Ton épouse, tes enfants
et tes petits-enfants.

144285

Anniversaire

Le 7/6/2017, c'est le jour anniversaire de notre cher et adorable

**OUSSALLAH
Mohamed Assil**

C'est ce jour qu'il va souffler sa première bougie au sein de sa grande famille. En cette heureuse occasion, la famille Chérif d'Hussein Dey et la famille Oussalah de Taïbet (Touggourt) et de Bougara (Blida) lui souhaitent un joyeux anniversaire plein de joie, santé, bonheur et prospérité.

A tes cent ans inch'Allah petit prince.

Ton grand-père Abdelkrim.

144279